

Maison du Peuple, Trotsky, par son discours, électrisa la foule à tel point que des milliers de mains, d'un seul mouvement, se levèrent à son appel, pour un serment de fidélité à la Révolution, promettant de lutter pour elle jusqu'à la mort.

Kérensky, en bête traquée, observait de loin l'agitation de l'élément populaire de nouveau déchainé, de nouveau rebelle. Pendant les journées de juillet, il avait signé des mandats d'arrêt contre la gauche du parti, contre des camarades très en vue ; depuis lors, il ne se gênait plus avec nous. Dans les conversations, il disait, avec une moue mauvaise : « C'est de la populace ! »... Qu'il disposât seulement de forces suffisantes, avec quelle jouissance il aurait vu ses escadrons tailler des brèches sanglantes dans les foules, dans ces rassemblements « d'esclaves indociles », — dans « cette canaille séditeuse », comme le chuchotait à l'écart Victor Tchernov, ministre « des campagnes », beau parleur et diseur de bons mots, non moins épouvanté, non moins affolé que son confrère. Mais les forces manquaient : à Pétrograd, Kérensky pouvait compter tout au plus sur les cosaques (le 1^{er}, le 4^e et le 14^e régiments) ; encore sa confiance était-elle basée sur la tradition des anciens gouvernements russes plutôt que sur des réalités. Les écoles des junkers, qui avaient donné un excellent appui à Rodzianko, restaient, il est vrai, réactionnaires comme devant : mais leur situation au point de vue stratégique, était si désavantageuse ! Entre elles se trouvaient intercalées des troupes fidèles au Comité de Guerre Révolutionnaire ; les écoles étaient donc, d'avance, paralysées. Le Comité pouvait, d'un clin d'œil, d'un geste, les réduire si elles avaient l'idée de bouger. Que dire des détachements qui se trouvaient cantonnés aux environs de la ville, à Péterhof, à Gatchina, à Tsarskoïé-Sélo ?... Le gouvernement du tsar, lui aussi, avait compté sur ces troupes-là quand il se retirait au Palais d'Hiver... et s'était illusionné. Kérensky pouvait-il l'oublier, lui qui, absolument de la même manière, ramenait son gouvernement et ses troupes vers le même palais en ces journées d'octobre, en ces heures de son déclin ?...

Néanmoins, il expédia en banlieue, à celles des troupes dont le gouvernement se croyait le plus sûr, l'ordre de gagner Pétersbourg : il manda le bataillon d'élite qui logeait à Tsarskoïé, l'artillerie de Pavlovsk, l'école des sous-lieutenants de Péterhof... En réponse à ce défi, le Comité révolutionnaire donna, sans perdre une minute, le signal du combat.

Et matelots, régiments de la garde, gardes-rouges s'élançèrent... La Garde Rouge, surtout, se montra fougueuse à l'attaque. Juillet avait été pour elle une bataille de « Narva ». « Après Narva, Poltava ».

Dans la nuit du 24 au 25 octobre, vers deux heures du matin, les troupes du Comité de Guerre Révolutionnaire occupèrent les gares, les ponts, la station d'électricité et le télégraphe... Kérensky appela les cosaques « au nom de la liberté, de l'honneur et de la gloire du pays, au secours du Comité Central Exécutif des Soviets, de la démocratie révolutionnaire, du Gouvernement Provisoire et de la Russie en danger ». Mais les cosaques refusèrent de marcher. « Si l'infanterie s'en mettait, ça serait une autre affaire. Mais, sans l'infanterie, ça ne nous arrange pas... » Ils gardèrent la neutralité. L'école de Pavlovsk se déclara également neutre, arguant de la proximité du régiment des Grenadiers qui avaient rallié l'armée révolutionnaire à l'appel du Soviet de Péters-

bourg. Aucun renfort n'arriva de la banlieue. Les automobiles blindées que Kérensky, comme on le sut plus tard, croyait, par un étrange malentendu, dévouées à sa cause, ne répondirent pas aux supplications du gouvernement : pour la plupart, elles se joignirent à l'insurrection, tandis que les autres s'abstenaient d'agir. Vers sept heures du matin, la station centrale des téléphones se trouvait déjà au pouvoir du Comité Révolutionnaire : les communications de l'Etat-Major Régional de Pétersbourg furent immédiatement coupées et, ainsi, les chefs de l'armée se virent dans l'impossibilité de diriger la défense. Kérensky sauta dans une automobile pour échapper au cercle de fer qui, déjà, se resserrait autour de lui. Et il n'eut que le temps juste : quelques minutes encore et on lui eût « mis du sel sous le derrière » : les matelots de Cronstadt, pour accélérer le dénouement, opéraient une descente sur le quai Nicolas...

À dix heures du matin, le Comité de Guerre Révolutionnaire publiait la nouvelle du coup d'Etat :

« A tous les citoyens de la Russie !

« Le Gouvernement Provisoire est déposé. Le pouvoir gouvernemental se trouve désormais entre les mains du Comité de Guerre Révolutionnaire, organe du Soviet des Députés Ouvriers et Soldats de Pétrograd, qui a pris le commandement du prolétariat et de la garnison de la capitale.

« La cause pour laquelle le peuple a combattu : proposition immédiate d'une paix démocratique, abolition de la propriété des domaines seigneuriaux, contrôle ouvrier sur la production, création d'un gouvernement soviétiste, — cette cause est gagnée. Vive la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans ! »

En dépit du coup d'Etat, cela ne sentait pas la poudre en ville, je le répète. Le « Conseil de la République » lui-même avait renié Kérensky, dès le 24 octobre, en refusant de soutenir de son « autorité » les mesures de répression que le premier ministre envisageait contre les journaux bolchévistes. Les membres du Comité Central Exécutif, en une dernière séance extraordinaire, dans la nuit du 24 au 25, ne firent que le geste de s'arracher les cheveux. Le régisseur de ce théâtre de marionnettes, Abraham Gotz, invisible dans la coulisse, tirait tant qu'il pouvait sur les ficelles, mais en vain ; on sentait encore son influence au bredouillage des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, mais quoi ! Le Comité Central Exécutif, sous Kérensky, avait tout fait pour se réduire lui-même à zéro, et il était assez puni ; il est évident qu'en cette mémorable nuit, le Comité n'éprouva que le dégoût de lui-même...

Quelles forces subsistaient encore ? La municipalité ? Mais « les pères de la ville » à la première nouvelle du soulèvement, coururent au Soviet pour se renseigner sur les intentions du vainqueur ; et, quand Trotsky leur eut affirmé qu'aucun danger ne les menaçait personnellement, que, si la Douma Municipale ne trouvait pas place, comme c'était probable, dans le système soviétiste, sa liquidation s'effectuerait, du moins, « par des procédés constitutionnels », sans excès, — les conseillers, absolument tranquilisés, ne songèrent plus à organiser la moindre résistance.

Kérensky était en fuite : il allait « chercher des renforts », — comme on écrit toujours dans ces cas-là. Les autres ministres, n'ayant pas eu le temps de suivre cet excellent exemple, couraient de tous côtés par la ville, se garant des automobiles blindées et des soldats qui ex-